Initiatives parlementaires

structure de négociation et de divers éléments dans les transports, ce qui comprenait la manutention des grains et le transport ferroviaire. Il s'agit de l'enquête de 1978 dirigée par le président du département des relations de travail de l'Université McGill, M. Francis Bairstow. Ce n'est donc pas que le sujet ait manqué d'attention.

Il est important aussi de mentionner que même si cette motion vient à la suite de quatre conflits de travail qui ont fait pas mal de bruit, il ne faut pas perdre de vue le fait que les lois en vigueur nous donnent un cadre de négociation qui est à la fois souple et efficace, et qui cherche à encourager une solution pacifique des conflits, ce qui se réalise dans la vaste majorité des cas.

Je pense qu'il ne faut pas perdre de vue le fait que la très grande majorité des conventions collectives sont conclues sans conflit. De plus, 90 p. 100 de celles qui ne sont pas conclues à la table de négociation le sont par conciliation. Les cas où il y a une action collective représentent moins de 1 p. 100 de toutes les négociations. Il ne faut donc pas exagérer l'importance du problème, bien qu'un seul cas où l'on ne parvient pas à un accord raisonnable puisse constituer un problème méritant qu'on l'étudie.

Je suis sûr que tous les députés admettront que le droit à la négociation collective est un des principes fondamentaux de toute société démocratique. Le droit d'association est celui que l'on trouve dans les codes civils ou les déclarations des droits de la personne, mais j'irais plus loin et je dirais que le droit de refuser de travailler est aussi un droit fondamental que doit avoir toute personne employée par une autre.

Je dirais qu'avec ce droit et la possibilité de l'exercer, l'employé accepte certains risques en ce qui concerne l'emploi qu'il refuse d'exercer. Néanmoins, un employé a le droit fondamental de refuser de travailler, tout comme il a droit à un processus libre de négociation collective.

Les syndicats sont nés il y a plus de 100 ans en raison des conditions de travail particulièrement pénibles dans les usines de l'époque. Ils sont une conséquence de la révolution industrielle au cours de laquelle les employeurs ont abusé de leur puissance pour imposer des conditions de travail intolérables. Il y a eu un développement considérable des syndicats, pas seulement au Canada, mais dans le monde entier, et le rôle qu'ils jouent, au nom des employés, est considérable.

Certains prétendent que nous sommes allés trop loin et que les syndicats de ce pays sont trop puissants. Personnellement, je ne suis pas de cet avis. Si un syndicat est puissant, c'est que ses membres ont choisi de lui confier des pouvoirs, et s'il les exerce dans la légalité ils sont parfaitement légitimes.

Le problème que nous avons aujourd'hui n'est pas un problème de puissance, mais un problème d'usurpation de pouvoirs à des fins politiques par les dirigeants des syndicats. C'est ce qui conduit inévitablement à des problèmes comme celui que nous avons eu l'an dernier avec la grève de la fonction publique. La direction du syndicat utilisait ses pouvoirs pour poursuivre des objectifs politiques, en dépit des désirs des membres.

Il est important de se souvenir que le rôle d'un syndicat—et c'est ma définition—est de protéger l'emploi et les intérêts de ses membres. C'est pour cela qu'il y a des syndicats. C'est pour cela que les syndiqués paient des cotisations.

J'ai travaillé pendant dix ans pour le syndicat des enseignants de Nouvelle-Écosse et, bien que beaucoup de gens attendaient de ce syndicat qu'il fasse preuve de professionnalisme et de leadership dans le domaine de l'enseignement, ce que nous tentions de faire, en tant qu'employé du syndicat j'avais la responsabilité de me rappeler que j'étais payé pour veiller sur les intérêts des membres. L'aspect le plus important de leurs intérêts était un emploi, de bonnes conditions de travail et des avantages sociaux raisonnables. C'était la raison d'être du syndicat. C'est pour cela que tous les syndicats existent.

De même, lorsque j'étais syndiqué, membre de l'AC-TRA à laquelle je payais mes cotisations, je m'attendais à ce qu'elle travaille pour moi. Certains dirigeants syndicaux de ce pays semblent avoir oublié pourquoi les syndicats existent. On se trouve devant une situation où certains syndicalistes voient leurs fonctions comme un moyen d'exercer des pouvoirs directs. Ils voient là une occasion de poursuivre leur propre carrière et d'entrer dans le domaine politique.

Nous constatons une intrusion croissante de nombreux syndicats dans le domaine de la politique active. Il suffit de penser, au niveau national, aux relations entre le NPD et certains syndicats ou organismes nationaux comme le CTC ou les TCA.